



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2002/L.5
12 avril 2002

FRANÇAIS
Original: ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-huitième session
Point 11 de l'ordre du jour

DROITS CIVILS ET POLITIQUES

Afrique du Sud, Albanie*, Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus*, Belgique, Bosnie-Herzégovine*, Bulgarie*, Chili, Chypre*, Costa Rica, Croatie, Danemark*, Espagne, Ex-République yougoslave de Macédoine*, Finlande*, France, Géorgie*, Grèce*, Guatemala, Hongrie*, Irlande, Italie, Lettonie*, Liechtenstein*, Lituanie*, Luxembourg*, Mexique, Norvège*, Nouvelle-Zélande*, Paraguay*, Pays-Bas*, Pérou, Pologne, Portugal, République démocratique du Congo, République tchèque, Roumanie*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Slovaquie*, Slovénie*, Suède, Suisse*, Uruguay et Yougoslavie* : projet de résolution

2002/... Projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1992/43, en date du 3 mars 1992, par laquelle elle a créé un groupe de travail à composition non limitée, chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, en prenant pour base de discussion le projet présenté par le Gouvernement costa-ricien à sa

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

quarante-septième session (E/CN.4/1991/66), et a décidé d'examiner la question à sa quarante-neuvième session,

Rappelant également ses résolutions ultérieures sur le sujet, en particulier la résolution 2001/44 du 23 avril 2001, dans laquelle elle a prié le Groupe de travail d'aboutir rapidement à un texte définitif et de caractère concret,

Rappelant en outre la décision 2001/265 du Conseil économique et social, en date du 24 juillet 2001, par laquelle le Conseil a autorisé le Groupe de travail à se réunir pour poursuivre sa tâche,

Rappelant que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a réaffirmé que les efforts tendant à éliminer la torture devraient avant tout être centrés sur la prévention, et a demandé en conséquence que soit adopté rapidement un protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, destiné à mettre en place un système préventif de visites régulières dans les lieux de détention,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport du Groupe de travail à composition non limitée mis en place pour rédiger un projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (E/CN.4/2002/78);

2. *Approuve* le texte du protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants soumis par la Présidente du Groupe de travail pendant la dixième session de celui-ci, tel qu'il figure à l'annexe de la présente résolution;

3. *Recommande* que le protocole facultatif, une fois approuvé par l'Assemblée générale, soit ouvert à la signature et à la ratification ou à l'adhésion, le plus tôt possible;

4. *Recommande* au Conseil économique et social d'approuver le projet de résolution ci-après:

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution de la Commission des droits de l'homme 2002/..., en date du .. avril 2002, par laquelle la Commission a approuvé le texte du projet de

protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, destiné à mettre en place un mécanisme préventif de visites régulières dans les lieux de détention,

1. *Exprime* sa reconnaissance à la Commission des droits de l'homme pour avoir adopté le projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;

2. *Approuve* le projet de protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, qui figure en annexe à la présente résolution;

3. *Recommande* à l'Assemblée générale d'adopter et d'ouvrir à la signature et à la ratification ou à l'adhésion, le plus tôt possible, le protocole facultatif à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

ANNEXE

PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

PRÉAMBULE

Les États parties au présent Protocole,

Réaffirmant que la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sont interdits et constituent des violations graves des droits de l'homme,

Convaincus que d'autres mesures sont nécessaires pour atteindre les objectifs de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après dénommée «la Convention») et renforcer la protection des personnes privées de liberté contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Rappelant les articles 2 et 16 de la Convention, qui font obligation à tout État partie de prendre des mesures efficaces pour empêcher que des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants soient commis dans tout territoire sous sa juridiction,

Reconnaissant qu'il incombe au premier chef aux États d'appliquer ces articles, que le renforcement de la protection des personnes privées de liberté et le plein respect de leurs droits de l'homme est une responsabilité commune partagée par tous, et que les organes internationaux chargés de veiller à l'application de ces principes complètent et renforcent les mesures prises à l'échelon national,

Rappelant que la prévention efficace de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants requiert un programme d'éducation et un ensemble de mesures législatives, administratives, judiciaires et autres,

Rappelant également que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a déclaré avec fermeté que les efforts tendant à éliminer la torture devraient, avant tout, être centrés sur la prévention et a lancé un appel en vue de l'adoption d'un protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants visant à mettre en place un système préventif de visites régulières sur les lieux de détention,

Convaincus que la protection des personnes privées de liberté contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peut être renforcée par des moyens non judiciaires à caractère préventif fondés sur des visites des lieux de détention,

Sont convenus de ce qui suit:

PARTIE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article premier

Le présent Protocole a pour objectif l'établissement d'un système de visites régulières effectuées par des organes internationaux et nationaux indépendants, dans des lieux où se trouvent des personnes privées de liberté, afin de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 2

1. Il est constitué un Sous-Comité pour la prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du Comité contre la torture (ci-après dénommé le Sous-Comité de la prévention) qui exerce les fonctions définies dans le présent Protocole.
2. Le Sous-Comité de la prévention conduit ses travaux dans le cadre de la Charte des Nations Unies et respecte les buts et principes qui y sont énoncés, ainsi que les normes de l'Organisation des Nations Unies relatives au traitement des personnes privées de liberté.
3. Le Sous-Comité de la prévention respecte également les principes de confidentialité, d'impartialité, de non-sélectivité, d'universalité et d'objectivité.
4. Le Sous-Comité de la prévention coopère en vue de l'application du présent Protocole.

Article 3

Chaque État partie au présent Protocole met en place ou administre à l'échelon national un ou plusieurs organes de visites en vue de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (ci-après dénommé mécanisme national de prévention).

Article 4

1. Chaque État partie autorise les mécanismes visés aux articles 2 et 3 à effectuer des visites (conformément au présent Protocole) dans tout lieu placé sous sa juridiction ou sous son contrôle où se trouvent ou pourraient se trouver des personnes privées de liberté sur l'ordre d'une autorité publique ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite (ci-après dénommé lieu de détention). Ces visites sont effectuées afin de renforcer, s'il y a lieu, la protection desdites personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
2. Aux fins du présent Protocole, on entend par privation de liberté toute forme de détention ou d'emprisonnement, ou le placement d'une personne dans un établissement public ou privé dont elle n'est pas autorisée à sortir à son gré, ordonné par une autorité judiciaire ou administrative ou tout autre autorité publique.

PARTIE II

LE SOUS-COMITÉ DE LA PRÉVENTION

Article 5

1. Le Sous-Comité de la prévention se compose de 10 membres. Lorsque le nombre des ratifications ou adhésions au présent Protocole aura atteint 50, celui des membres du Sous-Comité sera porté à 25.
2. Les membres du Sous-Comité sont choisis parmi des personnalités de haute moralité ayant une expérience professionnelle reconnue dans le domaine de l'administration de la justice, en particulier en matière de droit pénal et d'administration pénitentiaire ou policière, ou dans les divers domaines ayant un rapport avec le traitement des personnes privées de liberté.
3. Dans la composition du Sous-Comité, il est dûment tenu compte de la nécessité d'assurer une répartition géographique équitable, ainsi que la représentation des diverses formes de civilisation et systèmes juridiques des États parties.
4. Dans la composition du Sous-Comité, il est également tenu compte de la nécessité d'assurer une représentation respectueuse de l'équilibre entre les sexes, sur la base des principes d'égalité et de non-discrimination.
5. Le Sous-Comité ne peut comprendre plus d'un ressortissant d'un même État.
6. Les membres du Sous-Comité siègent à titre individuel, agissant en toute indépendance et impartialité et doivent être disponibles pour exercer efficacement leurs fonctions au sein du Sous-Comité.

Article 6

1. Chaque État partie peut désigner, conformément au paragraphe 2, deux candidats au plus possédant les qualifications et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article 5 et fournit à ce titre des informations détaillées sur les qualifications des candidats.
2. Les personnes désignées pour être membres du Sous-Comité doivent avoir la nationalité d'un État partie au présent Protocole:
 - a) L'un des deux candidats au moins doit avoir la nationalité de l'État partie auteur de la désignation;
 - b) Deux ressortissants d'un État partie au plus peuvent être désignés;
 - c) Tout État partie doit, avant de désigner un ressortissant d'un autre État partie, demander et obtenir le consentement dudit État partie.
3. Cinq mois au moins avant la date de la réunion des États parties au cours de laquelle a lieu l'élection, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies envoie une lettre aux États parties pour les inviter à présenter leurs candidats dans un délai de trois mois. Le Secrétaire

général dresse la liste par ordre alphabétique de tous les candidats ainsi désignés, avec indication des États parties qui les ont désignés.

Article 7

1. Les membres du Sous-Comité de la prévention sont élus selon la procédure ci-après:

a) Lors de l'élection des membres du Sous-Comité, il est tenu compte au premier chef des exigences et critères à satisfaire énoncés à l'article 5 du présent Protocole;

b) La première élection aura lieu au plus tard six mois après la date d'entrée en vigueur du présent Protocole;

c) Les membres du Sous-Comité sont élus au scrutin secret par les États parties;

d) Les membres du Sous-Comité sont élus au cours de réunions biennales des États parties convoquées par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. À ces réunions, où le quorum est constitué par les deux tiers des États parties, sont élus membres du Sous-Comité les candidats qui obtiennent le plus grand nombre de voix et la majorité absolue des votes des représentants des États parties présents et votants.

2. Si, au cours de l'élection, il s'avère que deux ressortissants d'un État partie remplissent les conditions requises pour être élus membres du Sous-Comité, c'est le candidat qui obtient le plus grand nombre de voix qui est élu. Si les deux candidats obtiennent le même nombre de voix, la procédure est la suivante:

a) Si l'un seulement des candidats a été désigné par l'État partie dont il est ressortissant, il est élu membre du Sous-Comité de la prévention;

b) Si les deux candidats ont été désignés par l'État partie dont ils sont ressortissants, un vote séparé au scrutin secret a lieu pour déterminer celui qui est élu;

c) Si aucun des deux candidats n'a été désigné par l'État partie dont il est ressortissant, un vote séparé au scrutin secret a lieu pour déterminer celui qui est élu.

Article 8

Si un membre du Sous-Comité décède, se démet de ses fonctions ou n'est plus en mesure pour quelque autre raison de s'acquitter de ses attributions au Sous-Comité, l'État partie qui l'avait désigné désigne, compte tenu de la nécessité d'assurer un équilibre adéquat entre les divers domaines de compétence, un autre candidat possédant les qualifications et satisfaisant aux exigences énoncées à l'article 5 qui siège jusqu'à la réunion suivante des États parties, sous réserve de l'approbation de la majorité des États parties. Cette approbation est considérée comme acquise à moins que la moitié des États parties ou davantage n'émettent une opinion défavorable dans un délai de six semaines à compter du moment où ils ont été informés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de la nomination proposée.

Article 9

Les membres du Sous-Comité de la prévention sont élus pour quatre ans. Ils sont rééligibles une fois si leur candidature est présentée à nouveau. Le mandat de la moitié des membres élus lors de la première élection prend fin au bout de deux ans; immédiatement après la première élection, le nom de ces membres est tiré au sort par le Président de la réunion visée au paragraphe 1 d) de l'article 7.

Article 10

1. Le Sous-Comité de la prévention élit son bureau pour une période de deux ans. Les membres du bureau sont rééligibles.
2. Le Sous-Comité de la prévention établit son règlement intérieur, qui doit contenir notamment les dispositions suivantes:
 - a) Le quorum est de la moitié des membres plus un;
 - b) Les décisions du Sous-Comité de la prévention sont prises à la majorité des membres présents;
 - c) Le Sous-Comité de la prévention se réunit à huis clos.
3. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque la première réunion du Sous-Comité. Après sa première réunion, le Sous-Comité se réunit à toute occasion prévue par son règlement intérieur. Des sessions du Sous-Comité de la prévention et du Comité contre la torture ont lieu simultanément au moins une fois par an.

PARTIE III

MANDAT DU SOUS-COMITÉ DE LA PRÉVENTION

Article 11

Le Sous-Comité de la prévention:

- a) Effectue les visites mentionnées à l'article 4 et formule des recommandations concernant la protection des personnes privées de liberté contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- b) En ce qui concerne les mécanismes de prévention nationaux:
 - i) Offre des avis et une assistance, le cas échéant, aux fins de la mise en place desdits mécanismes;
 - ii) Entretient avec lesdits mécanismes des contacts directs, confidentiels s'il y a lieu, et leur offre une formation et une assistance technique en vue de renforcer leurs capacités;

- iii) Leur offre des avis et une assistance pour évaluer les besoins et les moyens nécessaires afin de renforcer la protection des personnes privées de liberté contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- iv) Formule des recommandations et observations à l'intention des États parties en vue de renforcer les capacités et le mandat des mécanismes nationaux de prévention de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- c) Coopère, en vue de prévenir la torture, avec les organes et mécanismes pertinents de l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'avec les institutions ou organisations internationales, régionales et nationales qui œuvrent en faveur du renforcement de la protection des personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Article 12

Afin que le Sous-Comité de la prévention puisse s'acquitter du mandat défini à l'article 11, les États parties s'engagent:

- a) À recevoir le Sous-Comité sur leur territoire et à lui permettre d'avoir accès aux lieux de détention visés à l'article 4 du présent Protocole;
- b) À communiquer au Sous-Comité de la prévention tous les renseignements pertinents qu'il pourrait demander pour évaluer les besoins et les mesures à prendre pour renforcer la protection des personnes privées de liberté contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- c) À encourager et à faciliter les contacts entre le Sous-Comité et les mécanismes nationaux;
- d) À examiner les recommandations du Sous-Comité de la prévention et à engager le dialogue avec le Sous-Comité au sujet des mesures qui pourraient être prises en vue de leur mise en œuvre.

Article 13

1. Le Sous-Comité de la prévention établit, par tirage au sort, un programme régulier de visites concernant les États parties en vue de s'acquitter de son mandat tel qu'il est défini à l'article 11.
2. Après avoir procédé à des consultations, le Sous-Comité de la prévention communique son programme aux États parties afin que ceux-ci puissent prendre sans délai les dispositions d'ordre pratique nécessaires pour que les visites puissent avoir lieu.
3. Les visites sont conduites par au moins deux membres du Sous-Comité de la prévention. Ceux-ci peuvent être accompagnés d'experts ayant une expérience reconnue et des connaissances professionnelles dans les domaines visés dans le présent Protocole, choisis d'un commun accord sur une liste d'experts établie sur la base des propositions des États parties, de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et du Centre des Nations Unies pour la prévention internationale du crime. Pour établir la liste d'experts,

les États parties en question proposent le nom de cinq experts nationaux au plus. L'État partie intéressé peut s'opposer à l'inscription sur la liste d'un expert déterminé, sur quoi le Sous-Comité de la prévention propose le nom d'un autre expert.

4. Le Sous-Comité de la prévention peut, s'il le juge approprié, proposer une brève visite pour donner suite à une visite régulière.

Article 14

1. Pour permettre au Sous-Comité de la prévention de s'acquitter de son mandat, les États parties au présent Protocole s'engagent à lui accorder:

a) L'accès sans restriction à tous les renseignements concernant le nombre de personnes privées de liberté selon les dispositions de l'article 4, ainsi que le nombre de lieux de détention et leur emplacement;

b) L'accès sans restriction à tous les renseignements relatifs au traitement de ces personnes et à leurs conditions de détention;

c) Sous réserve du paragraphe 2, l'accès sans restriction à tous les lieux de détention et aux installations et services desdits lieux de détention;

d) La possibilité de s'entretenir en privé avec les personnes privées de liberté, sans témoins, soit directement, soit par le truchement d'un interprète si cela paraît nécessaire, ainsi qu'avec toute autre personne dont le Sous-Comité pense qu'elle pourrait fournir des renseignements pertinents;

e) La liberté de choisir les lieux qu'il visitera et les personnes qu'il rencontrera.

2. Il ne peut être fait objection à la visite d'un lieu de détention déterminé que pour des raisons pressantes et impérieuses liées à la défense nationale, à la sécurité publique, à des catastrophes naturelles, à des troubles graves là où la visite doit avoir lieu, qui empêchent provisoirement que la visite ait lieu. Un État partie ne saurait invoquer l'existence d'un état d'exception pour faire objection à une visite.

Article 15

Aucune autorité publique, aucun fonctionnaire, n'ordonnera, n'appliquera, n'autorisera ou ne tolérera de sanction à l'encontre d'une personne ou d'une organisation qui aurait communiqué des renseignements, vrais ou faux, au Sous-Comité de la prévention ou à ses représentants et ladite personne ou organisation ne subira de préjudice d'aucune autre manière.

Article 16

1. Le Sous-Comité de la prévention communique ses recommandations et observations à titre confidentiel à l'État partie et, le cas échéant, au mécanisme national.

2. Le Sous-Comité de la prévention publie son rapport, accompagné d'éventuelles observations de l'État partie intéressé, à la demande de ce dernier. Si l'État partie rend publique une partie du rapport, le Sous-Comité de la prévention peut le publier, en tout ou en partie. Toutefois, aucune donnée personnelle n'est publiée sans le consentement exprès de la personne concernée.
3. Le Sous-Comité de la prévention présente chaque année au Comité contre la torture un rapport public sur ses activités.
4. Si l'État partie refuse de coopérer conformément aux dispositions des articles 12 ou 14 ou de prendre des mesures pour améliorer la situation à la lumière des recommandations du Sous-Comité, le Comité contre la torture peut, à la demande du Sous-Comité, décider à la majorité de ses membres, après que l'État partie aura eu la possibilité de s'expliquer, de faire une déclaration publique à ce sujet ou de publier le rapport du Sous-Comité.

PARTIE IV

LES MÉCANISMES DE PRÉVENTION NATIONAUX

Article 17

Chaque État partie administre, désigne ou met en place au plus tard un an après l'entrée en vigueur ou la ratification du présent Protocole, ou son adhésion audit Protocole, un ou plusieurs mécanismes de prévention nationaux en vue de prévenir la torture à l'échelon national. Les mécanismes mis en place par des entités décentralisées pourront être désignés aux fins du présent Protocole, s'ils sont conformes à ses dispositions.

Article 18

1. Les États parties garantissent l'indépendance des mécanismes nationaux dans l'exercice de leurs fonctions et l'indépendance de leur personnel.
2. Les États parties prennent les mesures nécessaires pour veiller à ce que les experts du mécanisme national possèdent les compétences et les connaissances professionnelles requises. Ils s'efforcent d'assurer l'équilibre entre les sexes et une représentation adéquate des groupes ethniques et minoritaires de l'État partie.
3. Les États parties s'engagent à dégager les ressources nécessaires au fonctionnement des mécanismes de prévention nationaux.
4. Lorsqu'ils mettent en place les mécanismes de prévention nationaux, les États parties tiendront dûment compte des Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.

Article 19

Les mécanismes nationaux seront investis à tout le moins des attributions ci-après:

- a)* Examiner régulièrement la situation des personnes privées de liberté se trouvant dans les lieux de détention visés à l'article 4 en vue de renforcer, le cas échéant, leur protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants;
- b)* Formuler des recommandations à l'intention des autorités compétentes afin d'améliorer le traitement et la situation des personnes privées de liberté et de prévenir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, compte tenu des normes pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;
- c)* Présenter des propositions et des observations au sujet de la législation nationale en vigueur ou des projets de loi en la matière.

Article 20

Pour permettre aux organismes de prévention nationaux de s'acquitter de leur mandat, les États parties au présent Protocole s'engagent à leur accorder:

- a)* L'accès à tous les renseignements concernant le nombre de personnes privées de liberté se trouvant dans les lieux de détention visés à l'article 4, ainsi que le nombre de lieux de détention et leur emplacement;
- b)* L'accès à tous les renseignements relatifs au traitement de ces personnes et à leurs conditions de détention;
- c)* L'accès à tous les lieux de détention et aux installations et services desdits lieux de détention;
- d)* La possibilité de s'entretenir en privé avec les personnes privées de liberté, sans témoins, soit directement, soit par le truchement d'un interprète si cela paraît nécessaire, ainsi qu'avec toute autre personne dont le Sous-Comité pense qu'elle pourrait fournir des renseignements pertinents;
- e)* La liberté de choisir les lieux qu'ils visiteront et les personnes qu'ils rencontreront;
- f)* Le droit d'avoir des contacts avec le Sous-Comité de la prévention, de lui communiquer des renseignements et de le rencontrer.

Article 21

1. Aucune autorité publique, aucun fonctionnaire, n'ordonnera, n'appliquera, n'autorisera ou ne tolérera de sanction à l'encontre d'une personne ou d'une organisation qui aurait communiqué des renseignements, vrais ou faux, au mécanisme de prévention national, et ladite personne ou organisation ne subira de préjudice d'aucune autre manière.

2. Les renseignements confidentiels recueillis par le mécanisme de prévention national seront protégés. Aucune donnée personnelle ne sera publiée sans le consentement exprès de la personne intéressée.

Article 22

Les autorités compétentes de l'État partie intéressé examineront les recommandations du mécanisme de prévention national et engageront le dialogue avec ledit mécanisme au sujet des mesures qui pourraient être prises en vue de leur mise en œuvre.

Article 23

Les États parties au présent Protocole s'engagent à publier et à diffuser les rapports annuels des mécanismes de prévention nationaux.

PARTIE V

DÉCLARATION

Article 24

1. Au moment de la ratification, les États parties peuvent faire une déclaration indiquant qu'ils ajournent l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de la partie III ou de la partie IV du présent Protocole.

2. Cet ajournement vaut pour un maximum de trois ans. À la suite de représentations dûment formulées par l'État partie et après consultation du Sous-Comité de la prévention, le Comité contre la torture peut proroger cette période de deux ans.

PARTIE VI

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 25

1. Les dépenses résultant des travaux du Sous-Comité de la prévention créé en vertu du présent Protocole sont prises en charge par l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies met à la disposition du Sous-Comité le personnel et les installations qui lui sont nécessaires pour s'acquitter efficacement de ses fonctions en vertu du présent Protocole.

Article 26

1. Il est établi, conformément aux procédures pertinentes de l'Assemblée générale, un fonds spécial, qui sera administré conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, pour aider à financer l'application des recommandations adressées par le Sous-Comité de la prévention à un État partie à la suite d'une visite, ainsi que les programmes d'éducation des mécanismes de prévention nationaux.

2. Le Fonds spécial est financé par des contributions volontaires versées par les gouvernements, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et autres entités privées ou publiques.

PARTIE VII

DISPOSITIONS FINALES

Article 27

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tout État qui a signé la Convention.
2. Le présent Protocole est soumis à la ratification de tout État qui a ratifié la Convention ou qui y a adhéré. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout État qui a ratifié la Convention ou qui y a adhéré.
4. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera tous les États qui auront signé le présent Protocole ou qui y auront adhéré du dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 28

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.
2. Pour chacun des États qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après le dépôt auprès du Secrétaire général du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion, le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour après la date du dépôt par cet État de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 29

Les dispositions du présent Protocole s'appliquent, sans limitation ni exception aucune, à toutes les unités constitutives des États fédéraux.

Article 30

Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole.

Article 31

Les dispositions du présent Protocole sont sans effet sur les obligations contractées par les États parties en vertu d'une convention régionale reposant sur un système de visite des lieux de détention. Le Sous-Comité et les organes établis en vertu de ces conventions régionales sont invités à consulter et à coopérer pour éviter les doubles emplois et promouvoir effectivement la réalisation des objectifs du présent Protocole.

Article 32

Les dispositions du présent Protocole sont sans effet sur les obligations qui incombent aux États parties en vertu des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 s'y rapportant, ni sur la possibilité qu'a tout État partie d'autoriser le Comité international de la Croix-Rouge à visiter des lieux de détention dans des cas non prévus par le droit international humanitaire.

Article 33

1. Tout État partie peut dénoncer le présent Protocole à tout moment, par notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en informe alors les autres États parties au Protocole et à la Convention. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle la notification aura été reçue par le Secrétaire général.
2. Une telle dénonciation ne libérera pas l'État partie des obligations qui lui incombent en vertu du présent Protocole en ce qui concerne tout acte ou toute situation qui se sera produit avant la date à laquelle la dénonciation prendra effet, ou toute mesure que le Sous-Comité aura décidé ou pourra décider d'adopter à l'égard de l'État partie concerné; elle ne fera nullement obstacle à la poursuite de l'examen de toute question dont le Sous-Comité était déjà saisi à la date à laquelle la dénonciation a pris effet.
3. Après la date à laquelle la dénonciation par un État partie prend effet, le Sous-Comité de la prévention n'entreprend l'examen d'aucune question nouvelle concernant cet État.

Article 34

1. Tout État partie au présent Protocole peut proposer un amendement et déposer sa proposition auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général communique la proposition d'amendement aux États parties en leur demandant de lui faire savoir s'ils sont favorables à la convocation d'une conférence d'États parties en vue de l'examen de la proposition et de sa mise aux voix. Si, dans les quatre mois qui suivent la date de cette communication, le tiers au moins des États parties se prononcent en faveur de la tenue de ladite conférence, le Secrétaire général convoque la conférence sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Tout amendement adopté à la majorité des deux tiers des États présents et votants à la Conférence sera soumis par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à l'acceptation de tous les États parties.

2. Tout amendement adopté conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article entrera en vigueur lorsqu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies et que les deux tiers des États parties au présent Protocole l'auront accepté conformément à la procédure prévue dans leurs constitutions respectives.

3. Une fois entrés en vigueur, les amendements auront force obligatoire pour les États parties qui les auront acceptés, les autres États parties demeurant liés par les dispositions du présent Protocole et par tout amendement antérieur qu'ils auront accepté.

Article 35

Les membres du Sous-Comité de la prévention et des mécanismes de prévention nationaux jouissent des privilèges et des immunités nécessaires pour exercer leurs fonctions en toute indépendance. Les membres du Sous-Comité de la prévention jouissent en outre des privilèges et des immunités prévus à la section 22 de la Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies du 13 février 1946, sous réserve des dispositions de la section 23 de ladite Convention.

Article 36

Lors de la visite d'un État partie, et sans préjudice des dispositions et buts du présent Protocole ni des privilèges et immunités dont ils peuvent jouir, les membres du Sous-Comité de la prévention:

- a)* Respectent les lois et règlements en vigueur dans l'État visité;
- b)* S'abstiennent de toute action ou activité incompatible avec le caractère impartial et international de leurs fonctions.

Article 37

1. Le présent Protocole, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies fera tenir une copie certifiée conforme du présent Protocole à tous les États.
